

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Bretagne

Lorient, le 21 janvier 2014

Unité Territoriale du Morbihan

RAPPORT DE L'INSPECTION

DEMANDEUR

Etablissement : SOCIÉTÉ JOSSO

Siège social : ZI de Bolin
56460 LE ROC SAINT-ANDRE

Activité : Fabrication de palettes bois

P.Jointe : Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.

ETABLISSEMENT

Adresse : 56

Effectif : 65 salariés

N° GIDIC : 55-2008

1. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER DU DEMANDEUR

Par une demande en date du 20 février 2013, la Société JOSSO a sollicité l'autorisation d'étendre son activité de fabrication de palettes au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement sur le territoire de la commune du ROC SAINT-ANDRE – ZI de Bolin.

A ce jour, l'établissement dispose d'une autorisation d'exploiter du 19 février 2009 basée sur une puissance de travail du bois de 1 314 kW. Dans le présent dossier, la société souhaite modifier sa capacité de production en augmentant la puissance de ses installations de travail du bois à 5 303 kW .

1.1 Le demandeur

L'entreprise qui compte 65 salariés a comme activité principale la fabrication de palettes bois et réalise également de la vente de bois scié et de produits dérivés de l'activité de travail du bois (écorces, sciures, plaquettes).



www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

Horaires d'ouverture du lundi au Vendredi :
9h-12h / 13h30-17h (sauf vendredi 16h30)
Tél. : 33 (0)2 90 08 55 30 – fax : 33 (0)2 90 08 55 46
34, rue Jules Legrand
56100 LORIENT

1.2 Le site d'implantation

La société JOSSO est implantée dans la zone industrielle de Bolin et occupe 15 hectares sur les parcelles cadastrées n°s 9, 10, 11, 222, 223, 224, 226, 227, 228, 229, 250 – section ZE. Le Plan d'Occupation des Sols a classé les terrains en zone UI (zone à vocation industrielle).

L'accès au site est assuré par deux voies à partir du bourg du Roc Saint André : soit depuis la D4, la D143, puis une voie communale desservant la zone industrielle, soit une voie communale reliant directement le bourg à la zone industrielle. Cette dernière voie n'étant pas adaptée à la circulation de poids lourds, tous les mouvements de poids lourds se font par la première voie.

1.3 Classement des activités

Le projet présenté modifie le classement de la société JOSSO au Roc Saint André autorisé par arrêté préfectoral du 19 février 2009. L'établissement est soumis au régime de l'autorisation, prévu à l'article L.512-1 du Code de l'environnement. Les installations exploitées, compte tenu de la modification de la nomenclature, sont classées au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

RUBRIQUE	INTITULÉ DE LA RUBRIQUE	RÉGIME ACTUEL *	CAPACITÉ AUTORISÉE	RÉGIME PROJETÉ*	CAPACITÉ PROJETÉE
1532.1 (ex 1530)	Dépôts de bois sec ou matériaux combustibles analogues. La quantité stockée étant supérieure à 20 000 m ³	A	Quantité stockée sur le parc : 3 000 m ³ (bois rond). Quantité stockée dans la zone d'expédition : 200 m ³ (bois scié). Stockage de palettes : 30 camions de palettes.	A	21 000 m ³
2410.1	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues. La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant supérieure à 200 kW	A	Puissance installée au niveau du parc : 234 kW. Puissance installée au niveau de la scierie : 1 080 kW. une puissance totale de 1 314 kW.	A	Puissance des nouvelles installations : parc à grumes:354 kW scierie : 3635 kW Puissance totale : 5 303 kW
2260.2b	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage... des substances végétales et tous produits organiques naturels. Traitements et transformations non destinés à la fabrication d'aliments pour animaux La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW.	D	Un broyeur à bois au niveau de la scierie : Puissance 117 kW.	D	inchangé
1412.2.b	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t.	D	Une cuve de stockage de propane de 60 m ³ , soit 26 tonnes	D	inchangée
2920	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques	D	Deux compresseurs d'air de 37 et 45 kW soit une puissance totale installée de 82 kW.	NC	inchangée
1435 (ex1434.1.b)	Station service	D	Consommation annuelle équivalente de 80 m ³	NC	Inchangée
1220	Emploi et stockage d'oxygène. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t.	NC	Environ 10m ³ de gaz détendu soit une masse de 11 kg.	NC	Environ 12m ³ de gaz détendu soit une masse de 16,6 kg
1418	Emploi et stockage de l'acétylène. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 kg.	NC	Environ 10 m ³ de gaz détendu soit une masse de 9 kg.		Environ 7m ³ de gaz détendu soit une masse de 6,3kg

RUBRIQUE	INTITULÉ DE LA RUBRIQUE	RÉGIME ACTUEL *	CAPACITÉ AUTORISÉE	RÉGIME PROJETÉ*	CAPACITÉ PROJETÉE
2560	Travail mécanique des métaux et alliages. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 50 kW.	NC	La puissance totale installée est de 22 kW.	NC	La puissance totale installée est de 34 kW.
2910.A	Combustion. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélanges, du gaz naturel, des gaz de pétroles liquéfiés, du fuel domestique, du charbon, des fuels lourds ou de la biomasse. La puissance thermique de l'installation est inférieure à 2 MW.	NC	Séchoir d'une puissance de 1 160 kW.	NC	inchangée
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de Liquides inflammables. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, la capacité équivalente inférieure ou égale à 10 m³.	NC	Une cuve enterrée de 20 m³ de gasoil Une cuve enterrée de 10 m³ de fuel domestique soit une capacité équivalente de 6 m³.	NC	2 cuves aériennes de 20 m³ chacune soit 8 m³ équivalent les deux cuves enterrées étant démantelées
2940.2	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, etc, sur un support quelconque à l'exclusion des activités couvertes par la rubrique 1521, 2445, 2450, et 2930. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisée est inférieure à 10 kg/j.	NC	La quantité appliquée est de l'ordre de 4 kg/j.	NC	inchangée

*A : autorisation ; D : déclaration ; NC : non classable

1.4 Les inconvénients et moyens de prévention

1.4.1 Impact sur les eaux :

L'alimentation en eau de l'établissement est assurée par le réseau communal pour tous les usages. La consommation d'eau du réseau s'élève actuellement à environ 1710 m³ par an pour des usages domestiques (200 m³/an), le nouveau procédé de sciage (1200 m³/an), la lutte incendie et le lavage des camions (50 m³/an).

Les eaux sanitaires sont traitées par des dispositifs d'assainissement autonome. Une étude spécifique a été réalisée qui prévoit l'installation d'une micro station d'assainissement. Après traitement, les eaux rejoindront le réseau pluvial.

Afin de compenser la création de nouvelles surfaces imperméabilisées, la société JOSSO a prévu d'implanter, au Sud-Est du site, un bassin étanche de rétention des eaux pluviales.

Les eaux pluviales lessivant la station de distribution de carburant seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures qui garantira un rejet inférieur à 10 mg/l. Cet équipement sera régulièrement entretenu et maintenu en état de fonctionnement.

De plus, une étude a été lancée par JOSSO pour dimensionner un système de traitement permettant de limiter les rejets en matières en suspension (MES) inférieur à une concentration de 100 mg/l. Ce dispositif sera probablement un système de traitement physico-chimique.

Les eaux pluviales de toitures, exemptes de pollution, seront dirigées directement vers le bassin. Ce bassin sera raccordé à un exutoire (fossé) situé au Sud-Est du site, au niveau de la route communale, dont l'exutoire final est l'Oust. Le débit de fuite sera limité à 3 l/s/ha. Un talus de 1 m de hauteur sera mis en place le long de la limite de propriété Est afin de canaliser les eaux pluviales vers le bassin de rétention et d'éviter leur écoulement sur la route communale et le champ voisins. Le bassin sera muni d'une vanne afin de pouvoir confiner les eaux susceptibles d'être polluées, notamment en cas d'incendie.

Par ailleurs, les eaux pluviales feront l'objet d'une auto-surveillance de l'exploitant.

1.4.2 Impact sur l'air :

Les rejets atmosphériques du site ont pour origine :

- le travail du bois (poussières),
- les installations de combustion (séchage du bois).

La scierie produit des sciures de taille importante. Ces sciures ne sont pas susceptibles d'engendrer des émissions atmosphériques de poussières.

Les poussières fines et légères générées sont collectées par des dispositifs d'aspiration au-dessus des machines à bois. Les poussières sont transportées vers un silo de stockage extérieur. L'air rejeté est épuré par un dispositif de dépoussiérage (cyclo-filtres).

L'installation de combustion comporte une chaudière à gaz propane (utilisée pour chauffer des cellules de séchage des palettes). Cette installation répond aux normes en vigueur.

1.4.3 Impact dû au bruit :

Actuellement, la principale source de bruit est constituée des deux lignes de sciage existantes implantées dans le bâtiment 2 et plus particulièrement les équipements suivants : cyclone et broyeur. Le broyeur est capoté, ce qui limite les émissions sonores. De plus, à termes, une seule des deux lignes de sciage sera conservée dans ce bâtiment, ce qui entraînera une réduction des émissions sonores. Suite au projet, une nouvelle source de bruit va apparaître : la nouvelle ligne de sciage. L'équipement qui générera le plus de nuisance sera l'écorceuse, située en début de ligne, à l'extérieur du bâtiment.

Afin de déterminer l'impact du projet en termes de nuisances sonores, une étude d'impact acoustique prévisionnelle a été réalisée. Les conclusions de cette étude sont reprises ci-dessous :

o « Les niveaux de bruit prévisionnels en limite ICPE dépassent les valeurs maxi admissibles introduites par l'arrêté préfectoral du 19 février 2009. Toutefois, les contributions de la nouvelle scierie sont faibles au regard des niveaux de bruit ambiant existants qui sont déjà supérieurs aux seuils admissibles ; la nouvelle scierie ne dégrade donc pas la situation non conforme déjà existante.

o La mise en place d'écrans acoustiques autour de la nouvelle écorceuse permet de réduire l'impact de la nouvelle installation et d'abaisser les émergences prévisionnelles. Ces dernières deviennent donc :

- conformes aux points ZER A au Nord du site et ZER C au Sud du site,
- non conformes au point ZER B au Sud du site

Avec ces actions d'amélioration, l'impact sonore devient analogue à celui existant à ce jour, à savoir non conforme au point ZER B. L'impact de la nouvelle scierie a été limité, la situation sonore prévisionnelle est identique à la situation sonore actuelle.

o Il conviendra à l'entreprise de mettre en place des mesurages acoustiques à la mise en service de la nouvelle scierie afin de contrôler l'impact sonore global du site avec cette nouvelle installation. »

JOSSO a étudié la possibilité de mettre en place un merlon de 5 m de hauteur, au Sud du site, afin de réduire les nuisances sonores liées à la nouvelle scierie. Toutefois cette mesure ne serait pas suffisante au vu de l'étude acoustique qui a été réalisée (le niveau sonore baisserait d'environ 0,5 dB).

Ainsi, dans le cadre du projet, JOSSO prévoit la mise en place de l'infrastructure nécessaire pour accueillir le capotage autour de l'écorceuse. Dans un deuxième temps, le capotage sera installé. Cet équipement permettra d'atteindre un niveau de bruit équivalent au niveau actuel, comme le stipule l'étude acoustique dont les conclusions sont présentées ci-dessus.

Une mesure de bruit sera réalisée après le démarrage de la nouvelle de sciage.

1.4.4 Impact dû au trafic routier :

Le trafic lié à l'activité du site est estimé à 15 poids lourds et 70 véhicules légers qui accèdent à la scierie par jour. Ces véhicules empruntent essentiellement la RD 143 puis une voie communale desservant la zone industrielle.

1.5 Les risques et moyens de prévention

Plusieurs risques ont été identifiés dont le principal est le risque d'incendie des installations de travail ou de stockage de bois (menuiserie, stockage de produits finis, silos de stockage de sciures). Ces installations sont protégées par trois poteaux incendie, un poteau interne et une réserve d'eau de 100 m³. Dans le projet, la réserve d'eau sera portée à 240 m³.

2. LA CONSULTATION ADMINISTRATIVE ET L'ENQUETE PUBLIQUE

2.1 Avis de l'Autorité environnementale

A la date du 16 juillet 2013, l'Autorité environnementale n'a émis aucune observation ce rapportant à ce dossier.

2.2 Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 26 août au 27 septembre 2013 dans la commune de LE ROC SAINT-ANDRE.

Elle a donné lieu à deux observations relatives au bruit émis par la nouvelle installation et sur les travaux projetés sur le réseau d'eaux pluviales du site.

Le commissaire enquêteur a transmis ses observations et questions à la société auxquelles elle a répondu par un courrier du 14 octobre 2013 :

- Concernant la gestion de l'eau : l'analyse des eaux pluviales qui figurent dans le dossier ICPE est le point 0 avant mise en place du bassin de rétention et le traitement des eaux. Les résultats du rapport d'analyse de septembre 2012 sont donc en décalage avec les exigences de l'arrêté préfectoral du 19 février 2009. D'ici le début d'année 2014, un pilote va être mis en place pendant 2 mois (appartenant à la société OVIVE) pour vérifier le bon dimensionnement de la proposition de traitement avec des analyses régulières. A la suite de quoi, le prestataire réajustera sa proposition au besoin réel de mise en conformité. Selon le plan prévisionnel, la station de traitement sera opérationnelle courant second semestre 2014. Une fois l'installation mise en service, le planning d'auto surveillance sera établi.
- Concernant les émissions sonores : la commande d'une étude a été passée auprès du cabinet JLBi Conseils et sera réalisé d'ici la fin de l'année conformément au plan d'action. L'infrastructure nécessaire à la pose du capotage et le capotage de l'écorceuse en lui-même, seront posés courant second semestre 2015 afin de respecter l'arrêté préfectoral et mettre le point de mesure ZER C en conformité. Suite aux résultats des nouvelles mesures effectuées par le cabinet JLBi Conseils d'ici la fin de l'année et à la mise en place du capotage en 2015, la société effectuera de nouveaux relevés acoustiques pour voir si la mise en place de l'infrastructure de capotage a bien éliminée la non-conformité en ZER. Dans le cas contraire, d'autre dispositions préconisées par le cabinet conseil seront prises.

Considérant "que la nouvelle ligne permet d'augmenter la capacité de production et d'améliorer les conditions de travail et de sécurité ; que l'industriel s'engage à mettre en conformité le site ; que le résumé non technique des études synthétisent bien les enjeux et les risques en les rendant accessibles à un public non spécialiste ; que le mémoire en réponse de l'industriel pérennise les travaux nécessaires à la mise en conformité du site", le commissaire enquêteur donne un avis favorable à la demande.

2.3 Les avis des conseils municipaux

Les conseils municipaux des communes de LE ROC SAINT-ANDRE, LA CHAPELLE CARO et QUILY ont émis un avis favorable.

2.4 Les avis des services

■ L'ARS – Avis du 18 juillet 2013

Avis favorable sous réserve que l'éventuel arrêté d'autorisation prescrive la mise en conformité des émissions sonores.

■ Le SDIS – Avis du 1er juillet 2013

Il émet les observations suivantes :

«

1/ Assurer le respect des prescriptions des différents arrêtés types, concernant les rubriques de classement de l'établissement, au titre des ICPE.

2/ S'assurer du respect des normes en vigueur concernant l'hygiène et la sécurité.

3/ Mettre en place à l'extérieur de l'établissement, une coupure de gaz et électricité générale.

4/ Respecter les dispositions constructives et de sécurité mentionnées au dossier.

5/ Espacer au maximum les risques présents dans l'entreprise (stockage extérieur des bennes, ...) afin d'éviter les effets dominos. La conception générale de l'établissement est conduite de sorte à assurer, à partir d'une division des activités concernées, une séparation effective des risques présentés par leur éloignement ou une séparation physique de stabilité suffisante eu égard aux risques eux-mêmes.

6/ Respecter les dispositions du guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction d'août 2004 (Guide D9A).

7/ Le délai d'intervention des sapeurs-pompiers est défini par le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques.

Accessibilité

8/ Desservir l'établissement par une voie utilisable par les engins de secours d'une largeur minimale de 8 mètres, comportant une chaussée répondant aux caractéristiques suivantes, quel que soit le sens de circulation suivant lequel elle est abordée de la voie publique :

- Largeur, bandes réservées au stationnement exclues :
3 mètres pour une voie dont la largeur est comprise entre 8 et 12 mètres ;
6 mètres pour une voie dont la largeur est égale ou supérieure à 12 mètres ;
- Force portante calculée pour un véhicule de 160 kilonewtons avec un maximum de 90 KN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum ;
- Résistance au poinçonnement : 80 N/cm² sur une surface maximale de 0,20 m² ;
- Rayon intérieur minimum (R) de 11 mètres ;
- Surlageur (S) de 15/R dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres) ;
- Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,30 mètres majorée d'une marge de sécurité de 0,20 mètre. (R 4214-9)

Rendre accessible une façade des bâtiments aux services de secours à partir d'une voie échelle répondant aux caractéristiques suivantes :

- Longueur minimale de 10 mètres ;
- Largeur de 4 mètres ;
- Rayon intérieur minimum (R) de 11 mètres ;
- Surlageur (S) de 15/R dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres) ;
- Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,30 mètres majorée d'une marge de sécurité de 0,20 mètre.

9/ Suivant les dispositions de la circulaire n° 465 du 10 décembre 1951 portant création et aménagement des point d'eau et après analyse des risques, assurer la défense extérieure de l'établissement au moyen de 240 m³/h prévue comme suit :

- 4 poteaux d'incendie de 100 mm conformes à la norme NF 61-213. Les appareils doivent être alimentés par une canalisation souterraine au moins égale au diamètre des poteaux afin d'obtenir en toutes circonstances un débit simultané de 17 litres par seconde sous une pression minimale de 1 bar ;

Et/ou

- une réserve d'eau d'une capacité minimum de 240 m³ accessible en tous temps aux engins d'incendie au moyen d'une aire d'aspiration réglementaire.

Ils devront être implantés à une distance maximale de 200 mètres de l'établissement. »

■ La DDTM

Avis du 1er juillet 2013 :

- concernant les risques naturels et technologiques :

le projet est situé hors PPR1 et ne figure pas dans l'atlas des zones inondables.

- en matière d'urbanisme :

La commune du Roc Saint-André dispose d'un plan d'occupation des sols approuvé le 24 février 1989. Les terrains concernés sont situés en zone UI destinée aux activités et installations susceptibles de comporter des nuisances incompatibles avec l'habitat.

Une servitude PT2 relative aux transmissions radio-électriques existe sur le site. La société devra prendre l'attache du gestionnaire, en l'occurrence France Télécom -unité de pilotage Réseau Ouest -Département Territorial Bretagne — 11 avenue Miossec — 29334 QUIMPER avant le début des travaux.

- loi sur l'eau

Le dossier fait référence à la rubrique 2.1.5.0 (page 44) de la nomenclature de l'article R 214-1 du code de l'environnement. Sur le plan des surfaces collectées en annexe IV de l'annexe 10, le périmètre retenu correspond aux surfaces imperméabilisées sans tenir compte de l'ensemble des surfaces engazonnées du projet. Compte-tenu de la présence de routes menant à la station service et au Nord, la superficie à prendre en compte est de 12,5 ha et non 8,5 ha comme mentionnée à la page 8 de l'annexe 10. De plus, la déclivité de

cette aire engazonnée n'est pas négligeable (autour de 4%). Ainsi, le débit de fuite à prendre en considération pour être en adéquation avec les prescriptions du SDAGE Loire Bretagne n'est pas de 25 l/s mais de 38 l/s. L'ouvrage de rétention devra donc être dimensionné en conséquence.

■ **La DIRECCTE**

Avis du 20 juin 2013 : favorable avec des réserves au titre de la réglementation du travail.

■ **La DRAC – Avis du 03 juin 2013**

Elle précise qu'aucun site archéologique n'est actuellement recensé dans l'emprise de l'aire d'étude ou à sa proximité immédiate.

Elle demande de rappeler au maître d'ouvrage des travaux la nécessité d'informer le Service régional de l'archéologie de toute découverte fortuite qui pourrait être effectuée au cours des travaux, conformément aux dispositions de la loi validée du 27 septembre 1941 et de lui adresser l'arrêté d'autorisation accompagnée de la note précisant les références cadastrales, les surfaces des travaux...

3. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

La régularisation des installations exploitées par la société JOSSO est soumise à autorisation préfectorale, du fait de l'augmentation de la capacité des installations de travail du bois.

La consultation du public a donné lieu à quelques observations. Lors de la consultation des communes et des services administratifs plusieurs observations et propositions de prescriptions ont également été formulées.

- Risque d'incendie :

Les risques liés aux installations sont essentiellement dus au stockage et au travail du bois.

Les mesures mises en œuvre ainsi que l'implantation des différentes installations et stockages permettent d'assurer qu'un sinistre n'aura pas d'impact à l'extérieur du site.

Les moyens d'extinction internes requis (extincteurs, réserves d'eau) sont en place, ainsi qu'un poteau incendie interne proche de l'atelier sciage, une réserve d'eau d'un volume actuel de 100 m³ et trois poteaux d'incendie externes situés à proximité du site.

La société doit également mettre en place une réserve d'eau d'un volume de 240 m³.

- Le bruit :

Une dernière mesure de bruit a été réalisée les 6 et 7 novembre 2013. Lors de cette mesure, les niveaux de bruit ambiant relevés en limite de site ICPE dépassent les valeurs limites admissibles imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 février 2009, alors que les émergences dans les ZER sont respectées.

Le bureau d'étude note que les niveaux de bruit ambiant admissibles en limite de site industriel (avec l'activité) sont parfois inférieurs aux niveaux de bruit résiduel (hors activité) qui règnent dans les ZER : par exemple au point ICPE B le jour, le niveau sonore ne doit pas dépasser 45 dB(A) ; or dans les ZER qui lui font face au sud (ZER B et ZER C) les niveaux de bruit sans l'usine atteignent déjà 47.5 à 49 dB(A).

Toujours selon le bureau d'étude, les niveaux limites apparaissent donc peu cohérents avec l'environnement sonore résiduel et ne tiennent a priori pas compte de la règle des 200 mètres accordées par le même arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces valeurs doivent être revues pour les rendre cohérentes avec l'environnement sonore du site.

L'exploitant s'est engagé à capoter l'écorceuse même si les émergences calculées lors de la dernière mesure sont conformes à la réglementation.

Une mesure de la situation acoustique devra être réalisée dans les six mois suivant la notification de l'arrêté préfectoral puis tous les 3 ans. En cas de modification des installations, une nouvelle mesure sera également réalisée.

- Eaux pluviales :

Les voies de circulation sur le site sont partiellement imperméabilisées. Une partie des eaux s'infiltre dans le sol, le reste est collecté par un réseau de fossés en partie basse du site pour être transféré via le réseau communal dans la rivière l'Oust.

Concernant le traitement des eaux, une étude va être demandée courant de semaine 5 à un bureau d'étude pour dimensionner un 2^{ème} bassin de pré-traitement afin de capter les particules les plus grosses et récolter ainsi dans le bassin de traitement des eaux moins chargées et donc plus facile à traiter par le procédé proposé par la société OVIVE.

Si les conditions climatiques le permettent, la société espère le début des travaux pour le mois de mars, afin de pouvoir mettre en œuvre le traitement des eaux pluviales avant fin 2014.

Les eaux provenant des zones de livraison et de distribution de liquides inflammables (gasoil et fioul domestique) passeront dans un décanteur séparateur d'hydrocarbures (un pour chaque zone) avant rejet dans le bassin de pré-traitement.

Les voies de circulation seront imperméabilisées et les eaux provenant de ces voies seront dirigées vers le bassin de pré-traitement.

4. AVIS ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'examen du dossier de demande de régularisation et les consultations qui ont été menées n'ont pas fait apparaître d'oppositions majeures au projet.

Les dispositions prévues concernant les rejets d'eaux, le bruit et la sécurité du site permettent de rendre les installations conformes aux dispositions réglementaires qui sont applicables.

Le projet de prescriptions joint au présent rapport comporte notamment des prescriptions relatives :

- aux prélèvements et rejets des eaux,
- aux rejets atmosphériques,
- à la limitation et au contrôle des émissions sonores,
- aux mesures de sécurité.

A l'issue de l'instruction, le projet ne présente pas d'écart par rapport au niveau d'exigence requis pour ce type d'établissement.

Les dispositions prévues par le demandeur sont de nature à assurer le respect des intérêts visés par le code de l'environnement.

En conclusion, nous proposons à monsieur le préfet d'accorder l'autorisation sollicitée, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté annexé au présent rapport, après avoir recueilli l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.